



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAÔNE

Driré Franche-Comté
Groupe de Subdivisions Centre
Antenne de Vesoul

ARRETE DRIRE/I/2006 n° 2410

en date du 7 SEP. 2006

mettant en demeure la société ESAC EUROCOOLER de satisfaire aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CORBENAY.

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAONE

- VU le titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement, et notamment l'article L 514-1 ;
- VU le décret n° 77-1133 modifié du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement pris en application du code précité ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et notamment ses articles 27-7 et 30-22 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 1009 du 27 mars 2000 autorisant la SA ESAC à exploiter une chaudronnerie sur le territoire de la commune de CORBENAY ;
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 28 juillet 2006 relatant le non respect de l'arrêté ministériel susvisé ;
- VU l'avis et les propositions de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Franche-Comté en date du 2 AOUT 2006
- CONSIDERANT** que l'exploitation des installations est menée dans des conditions irrégulières et qu'il importe, pour la sauvegarde des intérêts visés à l'article L 511-1 du titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement, de mettre fin à cette situation dans les meilleurs délais ;
- SUR** proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Saône ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La société ESAC EUROCOOLER est mise en demeure, pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CORBENAY, de réaliser la mise en conformité de ses rejets atmosphériques en COV afin que ceux-ci respectent les dispositions des articles 27-7 et 30-22 de l'arrêté ministériel susvisé, **dans un délai de 6 mois.**

ARTICLE 2 :

Si à l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er}, l'exploitant n'a pas déféré à la présente mise en demeure, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L 514-1 du titre 1^{er} du Livre V du Code de l'environnement, indépendamment des sanctions pénales prévues en l'espèce.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera notifié au directeur de la société ESAC EUROCOOLER. Une copie sera déposée en mairie de CORBENAY et en préfecture pour consultation par les tiers.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative.

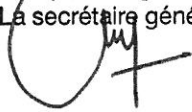
Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la notification qui lui est faite du présent arrêté.

ARTICLE 4 :

La secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Saône, le sous-préfet de LURE, le maire de la commune de CORBENAY, ainsi que le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vesoul, le - 7 SEP. 2006

Pour le préfet
et par délégation,
La secrétaire générale



Chantal MAUCHET